

raisons pour lesquelles les services juridiques doivent être au centre d'une réponse au VIH fondée sur les droits

1

Parce qu'informer les citoyens de leurs droits, sans leur fournir les moyens de les exercer peut être contre-productif et aggraver la situation dans les communautés touchées

De nombreux programmes comprennent l'éducation aux droits humains des personnes vivant avec le VIH et des populations clés. Nous avons également besoin d'offrir des moyens concrets, pratiques et abordables pour répondre aux atteintes aux droits humains auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec le VIH et vulnérable.

2

Parce que la réforme du droit est un objectif à long terme, tandis que les services juridiques peuvent améliorer la vie des gens dès maintenant.

Même dans un environnement juridique hostile, les avocats peuvent obtenir de meilleurs résultats pour leurs clients que si ces derniers traitaient de leur propre chef avec les employeurs, les propriétaires, les autorités sanitaires et le secteur de la justice. Les avocats peuvent intervenir auprès des autorités de police et d'autres autorités publiques pour obtenir des changements dans la façon dont les lois sont appliquées, tels que des lignes directrices sur l'opportunité des poursuites.

3

Parce que prendre des mesures juridiques permet aux individus d'affirmer en tous lieux leur droit à être reconnus comme des personnes devant la loi.

Quel que soit le résultat, le soutien juridique permet aux individus et aux groupes de comprendre le contexte juridique dans lequel ils vivent. L'approche basée sur l'autonomisation juridique réaffirme la dignité et l'estime de soi, apportant d'autres avantages sociaux et de santé.

4

Parce que les avocats et les auxiliaires de justice peuvent utiliser une gamme d'outils juridiques et non juridiques pour résoudre des problèmes, notamment en travaillant avec des systèmes juridiques traditionnels et les leaders communautaires.

Le système de justice formel peut être lent, coûteux et imprévisible. Les avocats et les auxiliaires de justice peuvent utiliser d'autres mécanismes de règlement de différends et promouvoir le recours aux structures juridiques traditionnelles comme celles représentées par les dirigeants communautaires.

5

Parce que l'action juridique exige que toutes les parties aient l'opportunité de faire valoir leurs arguments dans un forum ouvert et structuré.

Beaucoup de questions, telles que la discrimination dans l'emploi et les soins de santé, sont complexes. Les employeurs (par exemple les restaurants, les compagnies aériennes) se soucient de la préférence et de la sécurité du client. Le personnel médical se plaint du manque de ressources de bases telles que les gants de latex et le matériel de stérilisation pour prévenir l'infection en milieu de travail. Une action juridique non seulement permet un examen ouvert de ces revendications, mais peut également fournir des preuves en matière de politique et santé publiques.

6

Parce que les services juridiques peuvent également fournir des données sur les plaintes et les résultats susceptibles d'améliorer les réformes juridiques et politiques.

Les réformes juridiques et politiques devraient être fondées sur les réalités locales ainsi que sur le droit international et les bonnes pratiques. Les services juridiques peuvent recueillir des renseignements sur les plaintes et les résultats et les fournir aux décideurs politiques afin de soutenir le processus de réforme législative.

7

Parce qu'engager les juristes et les tribunaux dans la résolution de questions et différends liés au VIH renforce la primauté du droit et la bonne gouvernance en général.

Dans les contextes où l'état de droit est faible, la protestation publique peut être le seul moyen d'attirer l'attention des gouvernements sur des questions cruciales. Renforcer la capacité de la profession juridique et des tribunaux à rendre des décisions importantes sur les questions liées au VIH contribue aussi à l'harmonie sociale.

8

Parce que les services juridiques peuvent être fournis de différentes manières, y compris par la participation des étudiants en droit et des conseillers et par la consultation de juristes et d'autres éducateurs de la communauté.

Le Manuel pratique sur le renforcement des services juridiques liés au VIH (OIDD, ONUSIDA, PNUD, 2009) identifie huit façons dont les services juridiques liés au VIH sont fournis dans différents pays et contextes. Travailler avec des étudiants en droit, en particulier, peut renforcer la capacité des futurs avocats et des leaders communautaires pour s'attaquer au VIH à partir d'une approche fondée sur les droits.

9

Parce que l'intégration des questions juridiques liées au VIH dans les programmes d'accès à la justice et d'aide juridique déjà existant consolide la riposte au VIH pour une durabilité à long terme

Bien que les centres d'aide juridique spécifiques pour le VIH se révèlent appropriés dans certains contextes, leur diffusion est souvent possible par l'intégration des préoccupations liées au VIH dans les programmes existants d'aide juridique.

10

Parce que les défis juridiques combinés avec la mobilisation sociale peuvent aboutir à une réforme politique et éduquer les communautés d'une manière qui peut avoir un impact énorme à l'échelle nationale et même mondiale.

La révolution des prix des médicaments pour les pays en développement au cours des dix dernières années a été fortement déterminée par les actions à visée stratégique en Afrique du Sud. Les prix des traitements antirétroviraux ont chuté et, en plus, la tarification des médicaments pour d'autres maladies importantes pour la santé publique dans les pays en développement est actuellement à l'étude. Il s'agit d'une énorme contribution à la santé mondiale et au développement.